

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 2 juin 2015

Chancellerie d'Etat

12 2014.RRGR.913 Motion 183-2014 Messerli-Weber (Nidau, PEV) Election du Conseil-exécutif à la proportionnelle

N° de l'intervention: 183-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 04.09.2014
Déposée par: Messerli-Weber (Nidau, PEV) (porte-parole)
 Gsteiger (Eschert, PEV)
Cosignataires: 10
N° d'ACE: 214/2015 du 25 février 2015
Direction: CHA

Election du Conseil-exécutif à la proportionnelle

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre les révisions constitutionnelles et législatives nécessaires au Grand Conseil pour que l'élection du Conseil-exécutif ait désormais lieu à la proportionnelle. Le siège du Jura bernois devra rester garanti.

Développement

La composition du gouvernement doit refléter les forces politiques en présence au Grand Conseil : c'est une question d'équité. Depuis huit ans, nous vivons dans notre canton en régime de « cohabitation ». Il en résulte des tensions entre le parlement, le gouvernement et le peuple, qui nuisent à la qualité de notre système politique. Autant de raisons de demander l'introduction d'un nouveau mode d'élection pour le Conseil-exécutif.

A la différence du système majoritaire, le système proportionnel garantit au mieux la composition du Conseil-exécutif en fonction du poids électoral des partis et, partant, l'équilibre des forces. Les motifs suivants plaident en outre en faveur du changement de système :

- Les électeurs et les électrices ont un large choix de candidats et de candidates. Chaque parti ou groupement politique peut présenter sept candidatures représentatives de l'âge, des régions, de l'éventail socio-professionnel et des sexes. Ce qui favorise le débat d'idées.
- Les petits partis et les partis de taille moyenne ont plus de chances d'obtenir un siège.
- Il n'y a qu'un seul tour de scrutin, ce qui permet au canton et aux partis d'économiser.
- En cas de vacance en cours de mandature, il n'est plus nécessaire de procéder à une élection complémentaire puisque le premier ou la première des viennent-ensuite accède automatiquement au Conseil-exécutif.
- La campagne électorale se concentre sur le programme et les idées des partis politiques. Ces derniers peuvent aussi conclure des coalitions avec des listes apparentées ou communes.
- On sait que le système fonctionne puisque plusieurs villes et le canton du Tessin élisent leur exécutif à la proportionnelle.

L'argument récurrent invoqué contre l'élection du Conseil-exécutif à la proportionnelle, c'est que ce mode de scrutin ne favorise pas la personnalisation, à la différence du scrutin majoritaire. C'est faux. Car même dans un scrutin de liste, on élit en définitive des personnalités respectées au-delà des clivages partisans. Les électeurs et les électrices peuvent moduler leur choix en supprimant ou en cumulant des noms, tout aussi bien que dans le mode majoritaire.

Réponse du Conseil-exécutif

La Constitution cantonale prévoit que l'élection des membres du Conseil-exécutif a lieu selon le mode majoritaire (art. 85, al. 1 ConstC).

Il y a eu par le passé différentes tentatives – qui ont échoué, faut-il le préciser – visant à

introduire le mode proportionnel pour l'élection du Conseil-exécutif. En 1932 et 1988, des initiatives populaires à cet effet ont été rejetées. Lors de la révision totale de la Constitution cantonale, l'élection du Conseil-exécutif selon le mode proportionnel a été discutée puis rejetée. C'est le cas également de la motion Rytz (M 097-2002), dont le but était le même. D'autres interventions parlementaires (M 131-2006 PS/JS/Bernasconi) et M 150-2006 (Dätwyler) ont amené le Conseil-exécutif à présenter un rapport à ce sujet (« Rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant l'élection des membres du Conseil-exécutif au scrutin proportionnel » [Election du Conseil-exécutif à la proportionnelle] du 13 août 2008). Le rapport se fondait sur un avis d'expert de l'Université de Berne (Pierre Tschannen/Beatrice Herrmann: « Election du Conseil-exécutif à la proportionnelle » du 12 septembre 2007). L'un des points qui ont été particulièrement analysés par les experts était la procédure d'attribution du siège garanti au Jura bernois dans un système proportionnel. Après avoir examiné les avantages et les inconvénients des modes majoritaire et proportionnel, le Conseil-exécutif s'est prononcé dans son rapport pour le maintien du mode majoritaire. Lors des délibérations du Grand Conseil le 17 novembre 2008, les déclarations de planification qui visaient au changement pour le mode proportionnel ont été rejetées.

La législation fédérale confère aux cantons la liberté de définir les modalités de l'élection de leurs gouvernements respectifs. A la différence de ce qui est le cas des parlements, l'élection au suffrage universel n'est pas obligatoire. Le Conseil d'Etat est élu selon le mode majoritaire dans 25 cantons. Seul le Tessin pratique le système proportionnel. Le canton de Zoug, dont le gouvernement était élu pendant une centaine d'année selon le mode proportionnel, a adopté le mode majoritaire en 2013. Les électeurs et électrices avaient adopté à une nette majorité une initiative populaire déposée à cet effet.

Le Conseil-exécutif reconnaît que de bons arguments plaident en faveur des deux systèmes, le mode majoritaire et le mode proportionnel. Les deux systèmes permettent l'élection d'un gouvernement doté d'une forte légitimité démocratique. Dans le système majoritaire, l'élection donne la priorité à la personnalité des candidats et candidates. Dans le système proportionnel, en revanche, l'accent porte sur la répartition des mandats entre les partis.

Le parlement et le gouvernement n'ont pas les mêmes fonctions. Dans l'élection du parlement, la représentation des partis proportionnellement à leur force est prioritaire. Le Grand Conseil doit représenter tous les groupes de la société, et le système proportionnel offre donc la procédure adéquate. Le Conseil-exécutif quant à lui est l'autorité dirigeante, planificatrice et exécutive supérieure du canton qui se doit de mener une politique commune dans l'intérêt du canton. Dans ce contexte, le système majoritaire présente des avantages: les électeurs et électrices élisent directement à la fonction gouvernementale les personnes auxquelles ils entendent confier un tel mandat, indépendamment de la force des partis et des listes. Les candidats et candidates à l'Exécutif dans un système majoritaire doivent être reconnus au-delà de leur propre parti et jouir d'une forte popularité. Ce prérequis favorise l'indépendance du processus de formation de l'opinion au sein du collège gouvernemental.

La suppression des bulletins de vote non officiels a permis au Grand Conseil en 2008 d'affiner le système majoritaire et de se prononcer explicitement dès lors en faveur d'une élection de personnalités: les bulletins non officiels sur lesquels figuraient les recommandations électorales des partis ont été supprimés, et depuis, les électeurs et électrices inscrivent sur des bulletins vierges les noms des personnes qu'ils veulent élire au Conseil-exécutif.

Dans le système majoritaire, les grands partis ne sont pas seuls à pouvoir conquérir un siège au gouvernement: depuis 2008, cinq partis sont représentés au sein du Conseil-exécutif bernois, qui compte sept membres. Le système majoritaire ouvre clairement à des personnalités politiques d'autres partis que les plus grands la possibilité d'être élus.

Les candidats et candidates d'une élection selon le mode majoritaire doivent obtenir au premier tour la majorité absolue des voix, et au second tour, la majorité des suffrages. En cas de démission avant la fin du mandat, il faut une élection complémentaire. Seules les personnes effectivement élues entrent en fonction. Dans une élection selon le mode proportionnel, en revanche, une démission avant la fin du mandat aurait pour effet la désignation automatique

d'une personne qui n'aurait pas été élue le jour de l'élection et qui figurerait sur la liste des viennent ensuite. La légitimité démocratique d'une telle personne, vient ensuite sur la liste des représentants ou représentantes d'un parti, serait nettement plus faible.

Une autre objection à l'introduction du mode proportionnel pour l'élection du Conseil-exécutif serait que ce système n'offre aucune procédure convaincante pour l'attribution du siège garanti au Jura bernois au sens de l'article 84, alinéa 2 de la Constitution cantonale. Dans l'avis des experts Tschannen/Herrmann, différents modèles, avec des variantes, sont analysés. Chacun des modèles présente des inconvénients plus ou moins prononcés. Dans l'un des modèles, assorti de l'appréciation « Recommandable », les électeurs et électrices recevraient deux bulletins de vote, un bulletin officiel « partie germanophone du canton » et un bulletin officiel « Jura bernois ». Les six membres de la partie germanophone seraient élus à la proportionnelle, celui ou celle du Jura bernois, au scrutin majoritaire (selon le système de la moyenne géométrique). Toutefois, les experts ne pouvaient exclure qu'un système mixte serait contraire à égalité devant la loi et à liberté de vote, principes inscrits aux articles 8 et 34 de la Constitution fédérale d'alors. Les experts ont qualifié de « Recommandable sous conditions » un modèle dans lequel les sept membres du Conseil-exécutif seraient élus selon le mode proportionnel, la détermination des élus étant provisoire. Si à l'issue du calcul de la moyenne géométrique la personne déclarée élue pour représenter le Jura bernois ne figurait pas parmi les élus selon la détermination provisoire, l'une des personnes déclarées élues devrait céder sa place, à commencer par un représentant ou une représentante du même parti. Cependant, si la liste du représentant ou de la représentante du Jura bernois désigné à l'issue du calcul de la moyenne géométrique n'avait conquis aucun siège par ailleurs, il faudrait procéder à une nouvelle répartition des mandats, en dépit de la proportionnelle et en dépit des résultats des partis. Même ces deux modèles, que les experts ont estimé pouvoir recommander à la rigueur, n'offrent pour le Conseil-exécutif aucune procédure viable pour l'attribution du siège garanti au Jura bernois.

Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif se prononce en faveur du maintien du système majoritaire pour l'élection du gouvernement cantonal.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Ich begrüsse Sie zum zweiten Tag unserer Junisession. Vorweg möchte ich nochmals ganz herzlich für den gestrigen Nachmittag und Abend danken. Ich habe nicht sehr viel geschlafen, und zwar weil ich innerlich noch unruhig war, nicht deshalb, weil wenig Zeit zur Verfügung gestanden hätte. Es war eine sehr schöne und bewegende Feier, und ich möchte mich für alle Gratulationen, für alle Worte und für Ihre Teilnahme bedanken. Vielen Dank, es hat mich sehr gefreut.

Am Schluss der Feier gab ich Ihnen die Gelegenheit, zwei Projekte zu unterstützen. Dabei kam ein schöner Betrag von über 2000 Franken zusammen. Je die Hälfte überweisen wir dem Roten Kreuz für das Projekt «Kinderbetreuung zu Hause» und an die Stiftung Hoffnungsnetz für die Hilfe für Flüchtlinge in Syrien und in den umliegenden Ländern. Vielen Dank für Ihre Beiträge. Ich werde persönlich den Betrag aufrunden und an diese Werke überweisen.

Am Anfang dieses Tages möchte ich kurz auf die Wahlen von gestern eingehen. Der zweite Wahlgang mit den vier Wahlen gab Anlass zu Diskussionen. Gewisse Fragen zur Diskrepanz zwischen ausgeteilten und eingegangenen Wahlzetteln sind entstanden. Bei allen vier Wahlen besteht eine Differenz von gut 40 Wahlzetteln. Um Klarheit zu schaffen, habe ich in Absprache mit dem Verantwortlichen der Stimmzählenden, Peter Sommer, entschieden, dass die Stimmzählerinnen und Stimmzähler einfach eine Nachzählung dieser Wahlgänge machen. Die Kuverts waren die ganze Zeit seit gestern unter Verschluss. Daher erachteten wir es als einfachste Lösung, diese zu prüfen und nachzuzählen. Das würde ich heute Morgen anordnen, wenn das Vorgehen nicht auf grundsätzlichen Widerstand stösst. – Das ist nicht der Fall.

Dann spielte der Sportclub des Grossen Rats am 18. Mai in Rubigen gegen die Fussballerinnen und Fussballer der «Berner Zeitung» ein Fussballspiel. Für uns war es zwar ein Erlebnis, doch wir haben eine Schlappe eingefangen. Unser Team verlor 1:6. In den Vorjahren war das Ergebnis auch schon anders. Das nächste Spiel des Sportclubs des Grossen Rats wird am 25. Juni in Thun stattfinden, wo wir gegen die höheren Stabsoffiziere antreten werden.

Für die Junisession habe ich noch eine Abwesenheitsmeldung erhalten: Grossrat Samuel Leuenberger wird wegen beruflichen Verpflichtungen am 10. Juni nicht an unserer Sitzung im Grossen Rat teilnehmen können. Danke für diese Information.

Wir haben auch beschlossen, dass es am besten ist, wenn die Nachzählung der Wahlergebnisse sofort stattfindet. Das heisst, die Stimmenzählerinnen und Stimmenzähler würden die Nachzählung sofort durchführen, und anschliessend würden wir über das Ergebnis informieren. Peter Sommer, wenn die Stimmenzählenden komplett hier sind, kann man das nun umsetzen.

Wir gehen weiter im Programm der Junisession und kommen zu Geschäft Nummer 12. Wir warten gerade noch, bis Herr Staatsschreiber Christoph Auer eintrifft. Ich bitte den Motionär, Grossrat Messerli, sich bereit zu machen. Es geht um das Geschäft «Gerechter Proporz – Einführung des Verhältniswahlsystems bei den Regierungsratswahlen». Guten Morgen, Herr Staatsschreiber. Herr Messerli, Sie haben das Wort, es handelt sich um eine freie Debatte, und Sie haben fünf Minuten Zeit.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Es ist richtig, dass unser Vorstoss zur Einführung der Proporzwahl bei den Wahlen für den Regierungsrat nicht der erste derartige Versuch ist. Gute Ideen benötigen manchmal mehrere Anläufe, bis sie endlich realisiert werden können. Wir sind, im Gegensatz zur Regierung, der Überzeugung, dass die Proporzwahl besser, gerechter und effizienter als das bestehende Wahlverfahren ist. Wie bereits vor sechs Jahren, verweist die Regierung in ihrer Antwort erneut auf den Umstand, dass im Proporzsystem für die Besetzung des garantierten Sitzes für den Berner Jura angeblich kein überzeugendes Verfahren zu Verfügung steht. Doch das Gegenteil ist der Fall! Im Proporz wäre alles viel einfacher und gerechter.

Folgendes Verfahren wäre beispielsweise möglich: Zuerst würde man anhand des Proporzverfahrens die sieben Regierungssitze ganz normal vergeben. Schaffen dabei eine Kandidatin oder ein Kandidat aus dem Berner Jura die Wahl, wäre das Problem gelöst. Wenn nicht, dann käme die Garantie zum Zuge. Man würde alle Kandidierenden aus dem Berner Jura vergleichen und die Person mit der höchsten Stimmenzahl als gewählt erklären. Das ginge zu Lasten der letztgewählten Person auf der gleichen Liste. Alternativ könnte man statt der höchsten Stimmenzahl auch im Proporz das bestehende Verfahren mit dem höchsten geometrischen Mittel anwenden.

Der entscheidende Vorteil gegenüber dem heutigen Majorzverfahren wäre, dass im Proporz jede Sitzverschiebung für die Gewährleistung des Garantiesitzes innerhalb der gleichen Liste erfolgen würde. Das heisst, die Verschiebung hätte keinen Einfluss auf die parteienmässige Sitzverteilung der Regierung. Im aktuellen Verfahren kann es demgegenüber, wegen des geometrischen Mittels, zu einer Änderung der politischen Mehrheitsverhältnisse kommen, denn die Verschiebung erfolgt nicht zwingend innerhalb des gleichen politischen Lagers. Das war bekanntlich bei den letzten Wahlen der Fall, und das hinterliess dementsprechend auch einen schalen Beigeschmack. Das Proporzverfahren garantiert, dass die Gewährleistung des bernjurassischen Garantiesitzes nicht zu einer Veränderung der gesamtkantonalen Mehrheitsverhältnisse führt. Das alleine wäre bereits Grund genug, um ein Proporzsystem einzuführen. Der Proporz weist gegenüber dem Majorz zudem noch mindestens sechs weitere, gewichtige Vorteile auf.

Vorteil Nummer eins: Das Proporzverfahren führt zu einer gerechten Vertretung gemäss dem Wähleranteil. Mit dem Proporz ist sichergestellt, dass jede politische Gruppierung im Verhältnis zu ihrem Wähleranteil in der Regierung vertreten und eingebunden ist. Das ist gerade im sehr heterogen zusammengesetzten Kanton Bern besonders wichtig. Eine gerechte Vertretung in der Regierung führt zu einem besseren Zusammenhalt und Miteinander in unserem Kanton.

Vorteil Nummer zwei: Das Proporzverfahren führt zu einer besseren Übereinstimmung von Regierungs- und Parlamentsmehrheit. Die Sitzverhältnisse im Regierungsrat würden denjenigen im Grossen Rat besser entsprechen als heute. Das hätte weniger Spannungen zwischen Regierung und Parlament zur Folge und würde die Qualität der politischen Prozesse verbessern. Vorteil Nummer drei: Das Proporzverfahren ist eine geniale Kombination zwischen Parteien- und Persönlichkeitswahlen. Beim Proporz ist nicht nur die Parteienstärke entscheidend. Mit der Möglichkeit des Kumulierens und Panaschierens schafft eine Proporzwahl ebenso wie eine

Majorzwahl die Grundlage, dass diejenigen Persönlichkeiten gewählt werden, die über ihre Parteigrenze hinaus Anerkennung und Unterstützung finden. Auch eine Proporzwahl ist letztlich eine Persönlichkeitswahl. Vorteil Nummer vier: Beim Proporzverfahren gäbe es einen grösseren Wettbewerb an Ideen und Köpfen. Die Wählerinnen und Wähler könnten aus einem reichhaltigeren Angebot an Kandidierenden auswählen als heute. Zur Erinnerung: Bei der letzten Regierungsrats-Wahl haben sich nur zwölf Personen um die sieben Sitze beworben. Vorteil Nummer fünf: Beim Proporzverfahren gibt es keine zweiten Wahlgänge. Das erspart der Partei und dem Kanton zusätzliche Kosten. Vorteil Nummer sechs: Das Proporzverfahren ermöglicht eine klare Nachfolgeregelung bei Vakanzen. Mit der Möglichkeit des Nachrutschens oder der Nachnomination kommt es im Unterschied zum Majorz zu keinen, meist wenig populären, Nachwahlen. Zusammenfassend kann man festhalten, dass es somit sehr viele gute und überzeugende Gründe für das Proporzverfahren bei den Wahlen des Regierungsrats gibt. In diesem Sinne danken wir und hoffen auf Ihre Unterstützung.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Leider kann die FDP den Motionär Messerli nicht unterstützen. Ich sage deutlich, dass wir wenig Freude an diesem Vorstoss hatten und ihn deshalb ablehnen: erstens aus formellen oder prozessökonomischen und zweitens aus materiellen Überlegungen. Formell lehnen wir ihn ab, weil wir in den letzten 20 Jahren X erfolglose Versuche unternommen haben, das Regierungswahlsystem zu ändern, wie der Motionär selber gesagt hat. In der Kantonsverfassung haben wir es durchdiskutiert. Die Vorstösse Rytz, Bernasconi und andere wurden behandelt und Gutachten eingeholt. Nun diskutieren wir dies zum fünften Mal, und die FDP fragt sich langsam zu Recht, ob wir im Kanton Bern nichts anderes zu tun haben, als immer über dasselbe Problem zu sprechen. Analog verlief eine Diskussion bei Wahlsystemänderungen auf legislativer Ebene. Dort war ja dieselbe Partei auch erfolglos. Dabei ging es um den doppelten Pukelsheim. Ich kann nur wiederholen, was ich vor einem halben Jahr gesagt habe: Wir betrachten es langsam als Zwängerei, wenn immer wieder über dasselbe diskutiert werden muss.

Auch materiell hat sich für uns nichts geändert, Herr Messerli. Es besteht kein Handlungsbedarf. Es ist nicht so, dass man etwas grundsätzlich Neues hätte, wodurch nun eine Revision notwendig wäre. Ich verweise auf die gute Antwort der Regierung und auch auf das 17 Seiten umfassende, sehr differenzierte Gutachten Tschannen/Herrmann, das ich mir noch einmal zu Gemüte geführt habe. Zudem habe ich auch heute nicht feststellen können, dass man das System zwingend im Jahr 2015 ändern müsste.

Nehmen wir einfach zur Kenntnis, dass es das absolut korrekte System, das hundertprozentig den Wählerwillen wiedergibt, nicht gibt. Es bestehen immer gewisse Abweichungen, aber immerhin wurde das gegenwärtige System etwas verfeinert, indem man den ausseramtlichen Wahlzettel abgeschafft hat. Nun ist der Bürger etwas freier und wir wissen aus der Vergangenheit, dass es durchaus auch kleinen Parteien gelungen ist, in die Regierung zu kommen. Allerdings blieben sie nicht sehr lange. Und nun komme ich fast zum Hauptthema: Wir kreieren damit neue Probleme mit dem Jurasitz. Du kannst noch lange den Kopf schütteln, Herr Kollege Bühler. Rollen wir das heikle Problem nicht wieder auf! Wenn wir das System ändern, dann gibt es neue Ungerechtigkeiten. Berühren wir jetzt bitte nicht das durchschaubare Argument von Herrn Messerli, der sagt, die letzten Wahlen wären im Jura mit einem anderen System vielleicht anders verlaufen. Das bestreite ich, denn es gibt auch Rechnungsfehler und falsche Überlegungen. Darum sollte man diesem Vorstoss schon alleine wegen des Jurasitzes nicht zustimmen. Kurz: Die FDP lehnt ihn aus formellen und materiellen Gründen ab.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die BDP ist der Ansicht, dass man ein Wahlsystem nicht ohne triftige Gründe anpassen muss. Es hat sich in den letzten Jahren bewährt und wir haben es hier im Parlament auch stetig verfeinert, beispielsweise mit der Abschaffung der ausseramtlichen Wahlzettel. Trotz des flammenden Votums des Motionärs zugunsten seines Vorstosses konnten wir bisher keine solchen triftigen Gründe hören. Allen Vorteilen des Wechsels des Wahlsystems bei den Regierungsräten, welche der Motionär aufgezeigt hat, kann man auch etwas entgegenhalten. Ich möchte das anhand des Vorstosses machen. Auf Seite 2 führt der Motionär auf, wo die Vorteile liegen. Er hat sie vorher in seinem Referat auch dargelegt.

Ein reichhaltiges Angebot an Kandidatinnen und Kandidaten ist ein Punkt. Für die siebenköpfige Regierung des Kantons Bern haben sich im letzten Jahr 12 Personen beworben. Das scheint uns ein reichhaltiges Angebot, das den Wählerinnen und Wählern auch genügend Auswahl gibt, damit sie ihre Ideen und ihre Köpfe wählen können. Diesem Argument kann man somit einfach

widersprechen.

Der Wechsel zum Proporz erhöhe die Chance von kleinen und mittleren Parteien auf einen Regierungssitz, wurde gesagt. Ich möchte hier niemandem «a Chare fahre», aber ich erachte die grüne Partei nicht unbedingt als riesengross. Doch diese hat einen Sitz im Regierungsrat. Sie hat ihn auch deswegen, weil eben beim Majorzverfahren das Kopfwahlprinzip grundsätzlich gilt. Nachrücken sei einfacher mit dem Proporzsystem. Nach Ansicht der BDP ist die Persönlichkeit für einen Regierungsrat des Kantons Bern dermassen wichtig, dass die Art der Nachfolgeregelungen, sprich, das Nachrücken, sekundär ist. Es ist legitim, dass man beim Ausscheiden eines Regierungsrats eine aktive Wahl durchführt und dass die Bevölkerung auch wieder diejenige Person wählt, die sie als ihren Repräsentanten überzeugt. Das Nachrücken hat noch einen anderen Beigeschmack. Es kann nämlich dazu führen, dass ein nicht gewählter Kandidat, der per Zufall auf einem zweiten Ersatzplatz steht, nun plötzlich in die Regierungsposition nachrückt. Das erachten wir nicht als wahnsinnig erstrebenswert. Auch die Verstärkung von programmatischen Punkten wurde genannt: Im Proporzverfahren könne mehr auf Sachpolitik und auf programmatische Punkte Wert gelegt werden. Das hat zwangsläufig zur Folge, Kolleginnen und Kollegen, dass wir in ein strenges Blocksysteem hineinkommen, in dem wir nur noch zwei Pole haben, die miteinander Listenverbindungen eingehen und die programmatischen Punkte aufeinander abstimmen. Dieses Blockdenken wollen wir eigentlich verhindern. Mindestens im Regierungsrat gibt es dieses Blockdenken bisher nur bedingt, weil wir eben das Majorzsystem haben.

Zum Schluss noch etwas Generelles: Die BDP ist der Ansicht, dass man ein funktionierendes und bewährtes System nicht zwingend ändern muss, nur aus einem Reformwillen heraus. Aus diesem Grund bitten wir Sie einstimmig, diesen Vorstoss abzulehnen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Zuerst möchte ich meinem Vorredner das Kompliment gleich zurückgeben. Ich erachte auch die BDP nicht unbedingt als wahnsinnig grosse Partei. Sie hat 13 Grossratsmandate gegenüber den 15 der grünen Partei, und doch hat ja auch die BDP ein Regierungsmandat. Somit sind wir argumentativ wieder am gleichen Ort.

Im Ernst: Die grüne Fraktion lehnt den vorliegenden Vorstoss mehrheitlich ab. Wir denken, dass es zwar legitim ist, diese Debatte nach dem Jahr 2008 ein weiteres Mal zu führen. Gleichzeitig stellen wir allerdings auch Folgendes fest: Wenn der Kanton Bern keine grösseren Herausforderungen und Probleme zu lösen hat, dann muss es diesem Kanton ja eigentlich ganz gut gehen. Das zweite, das ich hier noch anfügen möchte, ist eine kleine Differenzierung der Aussage des Fraktionssprechers der FDP. Ich finde natürlich die Debatte, die wir über die Einführung des doppelten Pukelsheim als eine Perfektionierung des Proporzsystems für die Zusammensetzung des Grossen Rats geführt haben, weit gewichtiger als diejenige, die wir jetzt hier in Bezug auf das Wahlverfahren für den Regierungsrat führen.

Welche Gründe führen uns zu diesem Fazit? Wir denken, es ist wichtig, dass wir in Bezug auf das Wahlverfahren für den Regierungsrat eine grosse Verlässlichkeit und Berechenbarkeit haben. Von Vorrednern wurde bereits darauf hingewiesen, dass wir diese Frage schon verschiedentlich diskutiert und vor allem auch gewisse Anpassungen vorgenommen haben. Ich finde, das können wir nun nicht einfach unter den Tisch kehren. Mit der Abschaffung des ausseramtlichen Wahlzettels haben wir eine Perfektionierung unseres Majorzwahlsystems vorgenommen. Ich glaube, wenn man sich das bildlich vorzustellen versucht, dann haben wir mit der Abschaffung des ausseramtlichen Wahlzettels gewisse Proporzelemente des früheren Majorzsystems zu eliminieren versucht, um an einen Punkt zu gelangen, wo die Regierungsratswahlen noch eindeutiger Persönlichkeitswahlen sind. Ich glaube zudem, dass die Ergebnisse der letzten beiden Regierungsratswahlen auch gezeigt haben, dass das funktioniert.

Es ist selbstverständlich, und das geht auch aus der Antwort des Regierungsrats auf den Vorstoss hervor, dass beide Wahlsysteme, Proporz und Majorz, ihre Vorteile haben. Uns erscheint allerdings auch wichtig, dass man die Unterschiede nicht einfach allzu locker verwischt. In der Begründung des Vorstosses wird argumentiert, auch der Proporz sei letztlich eine Persönlichkeitswahl. Natürlich muss man auch in einem Proporzsystem irgendwann bestimmen, welche Person innerhalb der Liste einen entsprechenden Sitz macht. Aber es gibt natürlich einen ganz gewichtigen Unterschied: Diese Verteilung geschieht erst in einer Teilmenge. Es sind die Kernwählerinnen und Kernwähler einer Liste, die bestimmen, wer dann das Rennen macht. Wenn man die Parlamentswahlen als Anschauungsbeispiel nimmt, dann werden wir feststellen, dass dort eben nicht oder nicht zwangsläufig diejenigen Personen an der Listenspitze sind, welche die meisten Panaschierstimmen erzielen. Vielmehr stehen diejenigen an der Spitze, die innerhalb der Liste die grösste Unterstützung erhalten, also die stromlinienförmigsten Kandidatinnen und Kandidaten für die

jeweilige Liste. Das ist ein Element, das wir für eine Regierungsratswahl nicht richtig finden. Ein weiterer Punkt ist das Nachrück-Argument, wonach die Nachwahl bei einem vorzeitigen Rücktritt aus der Regierung entfalle. Darauf ist Samuel Leuenberger bereits ansatzweise eingegangen. Nach unserer Ansicht ist das hier gerade ein schlechtes Argument. Ich finde, es ist eingespielt und problemlos, wenn im Parlament solche Nachrückpositionen eingenommen werden können. Beim Regierungsrat finden wir ein blosses Nachrücken effektiv problematisch. Man könnte es auch hier mit Nachwahlen lösen. Wir können nicht gelten lassen, dass es hier im Vorstoss als Argument vorgebracht wird.

Ich möchte ein drittes Argument betonen. Im Vorstoss wird ganz am Anfang darauf hingewiesen, dass der Proporz entsprechend dem Kräfteverhältnis der politischen Gruppierungen angemessenere Vertretungen ermöglichen würde. Das ist meines Erachtens einfach eine Ad-hoc-Aussage. Im Grundsatz und für das Parlament stimmt das selbstverständlich, aber wenn man Regierungen mit den Erfahrungen betrachtet, Kolleginnen und Kollegen, die wir aus dem Kanton Bern haben, dann werden wir feststellen, dass es nicht so ist. Ich erinnere an die Stadt Bern, wo eine Partei mit einem Wählerinnen- und Wähleranteil von weit unter 5 Prozent, nämlich die CVP, ein Gemeinderatsmandat hat. In Thun ist es genau dasselbe. Demzufolge hat man mit einem Proporz nicht automatisch eine ausgewogenere Vertretung der Parteien. Wir denken, das perfektionierte bernische System funktioniert gut, und wir wehren uns daher gegen diesen Vorstoss.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Wir hatten in der SVP eine lebhafte Diskussion, und wir haben natürlich auch zur Kenntnis genommen, dass wir als Partei vom Proporzsystem profitieren. Wir haben den grössten Wähleranteil und wir haben einen Regierungsrat. Es gibt andere Parteien, die mit einem kleineren Wähleranteil drei Regierungsräte haben. Darum haben wir die Argumente wirklich auseinandergenommen, und wir sind nicht derselben Meinung wie der Motionär, wonach das Proporzsystem nur gerade Vorteile hätte. Wir haben aber auch gesehen, dass es das perfekte System nicht gibt. Das Proporzsystem hat gewisse Vorteile, das wissen wir. Ich kann aus eigener Erfahrung sprechen. Bei uns in Thun bestellen wir die Regierung im Proporzsystem und das funktioniert. Aber es hat gewisse Nachteile. Wie Diskussionen zeigen, ist noch nicht klar, ob Listenverbindungen dann auch möglich wären. Doch bei diesen Listenverbindungen weiss die Wählerin oder der Wähler nicht, wer am Schluss von seiner oder ihrer Stimme profitieren wird. Das ist systemimmanent, und das ist kein Vorteil.

Wie Sie wissen, kann im Proporzsystem vorkumuliert werden. Damit haben die Parteien dann natürlich einen wesentlich grösseren Einfluss, und man kann sich die Frage stellen, ob man das in einer Regierung will. Es gibt auch dort Argumente dafür und dagegen.

Beim Jurasitz hatten wir eher das Gefühl, das sei kein Ausschlussargument, denn dort gäbe es nach unserer Beurteilung Modelle, die mit dem Proporzsystem kompatibel wären. Wir sehen beim Majorz die Vorteile einer Persönlichkeitswahl und die Vorteile eines bewährten Systems. Dieses System ist auch für die Bürgerinnen und Bürger nachvollziehbar: Wer die meisten Stimmen macht, wird gewählt. Es ist nicht so kompliziert. Sie wissen selber, dass Proporzwahlen und die Ausmittlung ein bisschen komplizierter sein können, insbesondere mit Listenverbindungen.

Wir sollten das Wahlsystem auch nicht auf die momentanen politischen Verhältnisse ausrichten, wie beispielsweise die Mehrheitsverhältnisse im Grossen Rat und im Regierungsrat. Wir sollten erst dann etwas ändern, wenn wir wirklich Handlungsbedarf lokalisieren und tatsächlich das Gefühl haben, ein anderes System sei besser als das bestehende. Das haben wir nicht. Obwohl das bestehende Majorzsystem nicht nur Vorteile hat, sollten wir dabei bleiben, denn insgesamt hat es sich bewährt. Ein perfektes Wahlsystem, das nur Vorteile und keine Nachteile hat, gibt es ja ohnehin nicht. Ich kann das auch als Thuner sagen, denn unser Wahlsystem wurde in den letzten rund 25 Jahren etwa viermal geändert, und jedes Mal hatte das neue Wahlsystem auch wieder Nachteile. Das heutige funktioniert. Doch für den Kanton Bern mit Persönlichkeitswahlen in der Regierung ist das Majorzsystem meines Erachtens die richtige Lösung. Daher lehnt die SVP-Fraktion diesen Vorstoss ab.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Wie bereits gesagt wurde, haben wir in der letzten Session schon über eine Wahlsystemänderung diskutiert, nämlich über einen Wechsel bei den Legislativwahlen zum doppelten Pukelsheim. Diesen Vorstoss haben wir klar unterstützt und waren fest überzeugt, dass das neue Modell fairer wäre und nur Vorteile bringen würde. Beim heutigen Vorstoss ist es für uns nicht so eindeutig. Unsere Fraktion hatte keine «strong feelings» in der Debatte, und diese war nicht so angeregt wie sonst. Grundsätzlich sind wir mit dem Regierungsrat einig, dass es bei einer Exekutivwahl sowohl Argumente für das Proporzsystem gibt, wie auch solche für das Majorzsystem.

Sicher führen beide Wahlsysteme zu einer legitimen Wahl und zu einer legitimen Volksvertretung. Folgende Argumente sind für uns am wichtigsten: Beim Majorz stehen die Persönlichkeiten im Vordergrund und bei einer Regierungswahl sind Persönlichkeitswahlen grundsätzlich sicher richtig. Bei der Proporzwahl ist eine ausgeglichene Vertretung der verschiedenen politischen Kräfte besser gewährleistet, und es gibt eine fairere Chance, dass auch Persönlichkeiten von kleineren und mittleren Parteien gewählt werden. Das sei auch im Majorz nicht ausgeschlossen, wurde zwar gesagt. Doch die Möglichkeiten sind im Proporz sicher besser. Wir sind aber nicht bei allen aufgezeigten Vorteilen eindeutig gleicher Meinung wie der Motionär. Zum Beispiel scheint es uns nicht zwingend, dass wir den zweiten Wahlgang abschaffen sollen. Ganz persönlich halte ich dabei eher zu Grossratskollege Leuenberger, der richtigerweise sagte, dass ein Exekutivmitglied durchaus direkt vom Volk gewählt werden und nicht einfach nachrücken soll. Das ist aber auch im Proporz möglich. In gewissen Gemeinden, beispielsweise in der Stadt Bern, kann man bei Proporzwahlen nicht nachrücken. Dort gibt es eine Nachwahl. In anderen Gemeinden im Kanton Bern kann man nachrücken. Das kann man unterschiedlich festlegen. Wir würden da eher auf einen zweiten Wahlgang tendieren, damit auch wirklich jedes Regierungsmitglied vom Volk gewählt ist. Dasselbe gilt für die Frage der Listenverbindungen. Köniz lässt solche bei den Exekutivwahlen zu, die Stadt Bern nicht. Da gäbe es somit auch verschiedene Möglichkeiten. Auch da sind wir tendenziell der Meinung, dass es bei Exekutivwahlen im Vergleich zu Parlamentswahlen, keine Listenverbindung geben soll. Aber das wäre auch eine offene Diskussion, falls man diese Motion heute überweisen sollte.

Für uns stimmt schlussendlich doch eine Mehrheit diesem Vorstoss zu, weil wir in den letzten Jahren gesehen haben, dass die Majorzwahlen nicht mehr wirkliche Persönlichkeitswahlen sind, sondern zunehmend zu einer Blockwahl geworden sind. Wir haben verschiedene Parteien, die einzelne Kandidaten stellen und diese zu einem Paket schnüren, mit denen sie gegen das andere Lager antreten. Es ist nicht mehr so, dass alle Parteien eine oder zwei Persönlichkeiten präsentieren und das Volk dann einfach auswählen kann. Wenn man nun tatsächlich eine solche Blockwahl will oder praktiziert, wie das heute der Fall ist, wäre es wahrscheinlich korrekter, zum Proporz zu wechseln. Deshalb stimmt eine Mehrheit von uns dieser Motion zu. Zudem sind wir der Meinung, dass das Problem des Jurasitzes auch im Proporz gelöst werden könnte. Schon heute geschieht die Zuteilung des Jurasitzes nach einer sehr komplexen Formel. Ich glaube, schon heute kann niemand aus der Bevölkerung am Wahltag so einfach nachvollziehen, wer warum gewählt ist. Wir sind überzeugt, dass man auch im Proporz ein ähnlich einfaches – oder eher: ähnlich komplexes – Verfahren finden würde, um dem Berner Jura diesen Sitz zu garantieren. Eine Mehrheit unserer Fraktion stimmt dem Vorstoss zu. Nun zeichnet sich ab, dass er abgelehnt wird und auch dann werden wir in Zukunft eine Regierung haben, die das Volk würdig vertritt.

Le président. Für die EVP-Fraktion hat nun Herr Gsteiger das Wort. Er ist auch Mitmotionär und darf daher etwas länger sprechen.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Au nom du groupe PEV et comme élu du Jura bernois, permettez-moi quelques considérations plus régionales après la présentation globale de mon collègue Philippe Messerli. Je précise d'emblée ici que personne ne remet en cause le siège garanti au Jura bernois et surtout pas le parti évangélique. Un siège au gouvernement continuera donc d'être occupé par un représentant du Jura bernois, et ceci quel que soit le mode électoral. C'est justement là que se situe le problème: le Conseil-exécutif actuel nous dit qu'un changement de mode de scrutin entraînerait de sérieuses complications et déboucherait dans tous les cas sur des querelles juridiques. Ce sont ces doutes qui avaient déjà contribué dans le passé à la décision du Grand Conseil d'enterrer toute idée de changement. Mais aujourd'hui l'ancien chef du Service bernois des votations et élections, à la retraite, sort du silence que lui imposait son ancienne fonction. Il déclare qu'un modèle existait jadis pour le Grand Conseil afin de garantir des représentations de districts, ce modèle qui serait parfaitement applicable aujourd'hui à l'élection du gouvernement au scrutin proportionnel. Si aucun candidat du Jura bernois n'était élu d'emblée, on appliquerait la clause de garantie qui verrait un élu du même parti faire les frais de cette élection. La différence est de taille, cela a déjà été dit ici lors des dernières élections, alors qu'un candidat du PS a pris la place d'un candidat UDC qui avait pourtant obtenu plus de voix que lui. Même son de cloche du côté de l'Université de Berne: Marc Uhlmann, de l'Institut des sciences politiques, reconnaît également que la proportionnelle permettrait une alternative bien plus transparente que la moyenne géométrique. Un système purement représentatif devra toutefois prendre en compte

l'ensemble du canton, comme cela se fait au Tessin.

Si vous acceptez notre motion, à l'avenir il ne sera plus possible à un parti de ravir un siège à un autre parti. Le siège du Jura bernois ne pourra plus influencer la composition politique du gouvernement. Il est toujours possible de trouver un modèle proportionnel pour pondérer les résultats et donner du poids aux suffrages exprimés dans le Jura bernois afin que la majorité n'impose pas un représentant à la minorité. Donc la proportionnelle est possible, même avec la garantie du siège du Jura bernois, cela n'est pas un argument pour rejeter aujourd'hui cette motion. Je vous invite donc à l'adopter pour une composition du gouvernement qui soit plus représentative des électeurs.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Die Frage, ob Proporzahlen für die Regierung das heutige Majorzverfahren ablösen sollen, hat Volk und Parlament in einer über achzigjährigen Geschichte immer wieder beschäftigt. Besonders intensiv geschah dies, mindestens auf der Ebene des Grossen Rats, in den letzten 13 Jahren. Sie konnten beim Lesen der Zeitungen feststellen, dass die SP-JUSO-PSA-Fraktion diese Vorstösse jeweils unterstützte. Dies geschah aus der Hauptüberlegung heraus, dass eine umfassende Auslegeordnung der Vor- und Nachteile für eine seriöse Entscheidungsgrundlage notwendig ist. Diese Auslegeordnung hat das Parlament im Jahr 2008 unter anderem mit dem Gutachten von Tschannen/Herrmann von der Universität Bern erhalten. Man hat darauf reagiert. Wie meine Vorredner dargelegt haben, kam es vor allem zu einer Verfeinerung des Wahlverfahrens. Danach erarbeitete man das Gesetz über die politischen Rechte und verabschiedete es in der Novembersession 2012. Die Majorzwahl wurde beibehalten und unsere Fraktion unterstützte dies. Auch heute, also gut zwei Jahre später, sieht unsere Fraktion keinen Handlungsbedarf.

Die Vorteile der Proporzahlen sind für unsere Fraktion nicht offensichtlich. Immerhin darf man feststellen, dass in der siebenköpfigen Regierung seit zehn Jahren vier und im Moment sogar fünf Parteien vertreten sind. Bei Proporzahlen gibt es auch offensichtliche Nachteile, wie meine Vorredner teilweise ausgeführt haben. Für uns gibt es nach wie vor keine wirklich überzeugende Lösung für die Jura-Vertretung. Infolge von Rücktritten kann beim Proporz eine Person nachrücken, die nie durch eine Wahl legitimiert wurde. Und nicht zuletzt können bei Listenverbindungen unter Umständen Personen in die Regierung gewählt werden, die nicht wirklich eine repräsentative Wählergruppe vertreten, weil sie einer Splitterpartei angehören. Aus solchen Überlegungen lehnt die SP-JUSO-PSA-Fraktion diesen Vorstoss ab.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Auch die EDU-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss nicht. Wenn ich sagen würde, ich könnte nach dieser ausführlichen Auslegeordnung noch neue Facts bringen, müsste ich lügen. Aber ich weise doch noch auf zwei oder drei Gründe für die Ablehnung dieses Vorstosses durch die EDU-Fraktion hin. Beim Proporzsystem wären Listenverbindungen möglich, und wir wissen, wie viele gerade bei den Grossrats- oder auch bei den Nationalratswahlen damit zusammenhängt. Da fragen wir uns, ob wir diesen ganzen Vorgang, manchmal fast ein Gerangel, auch noch in Bezug auf die Wahl unseres Regierungsrats haben wollen. Wir denken, das ist nicht unbedingt förderlich. Vorhin wurde die Blockbildung auch beim Majorzsystem erwähnt. Damit habe ich weniger Probleme als mit den Listenverbindungen, die überhaupt keine klare Abbildung geben. Ein Beispiel ist eben gerade Thun mit seinen letzten Wahlen, wo nun ein Vertreter von einer der allerkleinsten Parteien im Gemeinderat sitzt. Ob das im Sinne des Wählers ist, kann ich nicht beurteilen.

Weiter wurde gesagt, die Kräfteverhältnisse der Regierung und des Grossen Rats sollten gleich sein, also beispielweise beide bürgerlich oder beide links-grün. Das hat uns zunächst noch überzeugt. Doch ist das in unserem demokratischen System, wo wir ja um Entscheidungen ringen müssen, wirklich immer so erstrebenswert? Sind ungleiche Kräfteverhältnisse immer ein Nachteil? Das geht vielleicht nicht so einfach, das gebe ich zu. Doch in der Vergangenheit war das auch nicht nur schlecht. Und wenn wir auch als Bürgerliche ganz ehrlich sind, dann ist uns bewusst, dass auch nicht immer alles gut lief, als zum Beispiel der Grosse Rat bürgerlich war und der Regierungsrat ebenso. Ich habe das auch noch erlebt.

Die bisherigen Erfahrungen mit dem Majorzsystem geben uns keinen Grund, dieses System nun plötzlich zu ändern. Viele von Philippe Messerli aufgeführte Vorteile können auch gut als Nachteile betrachtet werden. Und nun noch ein letzter Punkt: Der Berner Jura bietet natürlich eine gewisse Problematik. Wenn Minderheiten spezielle Rechte haben, muss man auch spezielle Wege finden, damit sie zu ihrem Recht kommen. Wir sind zwar auch der Meinung, dass es dabei vielleicht tatsächlich auch andere Möglichkeiten gibt als das geometrische Mittel, das uns zum Beispiel beim

letzten Wahlausgang auch überhaupt nicht befriedigt hat.

Le président. Pour la Députation, Mme Graber.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC), présidente de la Députation. En tant que présidente de la Députation, je tiens tout d'abord à féliciter Marc Jost pour sa belle élection à la présidence du Grand Conseil. Je tiens à le remercier particulièrement pour la place qu'il a accordée dans son discours à la minorité francophone ainsi qu'au bilinguisme. Il a également rappelé à juste titre l'importance des passeurs de ponts pour la pérennité de la cohésion cantonale et nationale. J'en viens maintenant à la motion. Je m'adresse à vous en tant que présidente de la Députation du Jura bernois et des Romands de Bienne-Seeland. La Députation n'a pas pris position au sujet de la motion «Election du Conseil-exécutif à la proportionnelle» déposée par nos collègues Messerli et Gsteiger. Ma fonction m'oblige de respecter une position de neutralité par rapport au fond de la problématique dont nous débattons. Comme le dit justement le Conseil-exécutif, l'élection du gouvernement cantonal bernois au système proportionnel présente des avantages et des inconvénients. Il est ainsi vrai que l'élection du gouvernement au système majoritaire privilégie la personnalité des candidates et des candidats. Avec le système proportionnel on répartit les sièges en fonction de la force des partis politiques.

Aux arguments du Conseil-exécutif, on peut ajouter que le système majoritaire favorise, dans la règle, les candidates et les candidats présentés par les partis de gouvernement, alors qu'il porte préjudice aux candidates et aux candidats des partis d'opposition. Cela explique pourquoi le parti socialiste, qui autrefois était un parti d'opposition, était sous-représenté dans les exécutifs cantonaux jusque dans les années 1980, alors qu'aujourd'hui c'est l'UDC, qui est le nouveau parti d'opposition de nombreux cantons, qui est largement sous-représenté. Avec les caractéristiques du système politique suisse, et notamment avec le système majoritaire, les grandes figures de l'opposition peinent souvent à faire représenter leur parti au sein des exécutifs. Dans les années 1950, c'est l'opposant socialiste Walther Bringolf qui faisait peur à la majorité. Aujourd'hui, c'est l'opposant Christoph Blocher qui indispose les partisans du consensus. Il en est ainsi notamment parce qu'autrefois le centre de gravité politique de notre pays se trouvait au centre-droite, alors qu'aujourd'hui il se situe dans les faits au centre-gauche.

Cela dit, il m'incombe, en tant que présidente de la Députation, d'affirmer avec toute la netteté voulue que, quel que soit le système retenu pour l'élection du Conseil-exécutif, la garantie de la présence d'une personnalité du Jura bernois au sein de notre gouvernement cantonal doit absolument être garantie. Il en va de la survie de l'équilibre politique de notre canton. Sans présence du Jura bernois au sein du gouvernement, le caractère bilingue de notre canton ne constituerait plus une réalité vivante, il se réduirait à une vaine proclamation publique. La légère surreprésentation numérique du Jura bernois au niveau du Grand Conseil, le statut particulier du Jura bernois, le Conseil du Jura bernois et le vote séparé ne suffiront jamais à eux seuls à préserver le caractère bilingue de notre canton et la fonction du pont du canton de Berne entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. L'intangibilité de la présence du Jura bernois au sein de notre gouvernement doit demeurer un impératif politique absolu pour notre canton. Je tiens à le rappeler avec toute la solennité et la netteté voulues, parce que ça et là on entend des voix qui s'élèvent dans la partie alémanique du canton pour mettre en cause la garantie du siège réservé au Jura bernois au sein du Conseil-exécutif. Il est vrai que l'attachement de la partie alémanique envers le Jura bernois est moindre que ce qu'il était il y a trente ou quarante ans. Il est temps de prendre conscience que la garantie de la présence d'une personnalité du Jura bernois au sein du gouvernement ne constitue pas un privilège, mais une nécessité politique primordiale constitutive de la cohésion cantonale et des meilleures caractéristiques du deuxième canton suisse par sa population et sa superficie. Le 24 novembre 2013, le Jura bernois a clairement manifesté son désir de demeurer au sein du canton de Berne, mais il entend aussi fermement réaffirmer les droits inaliénables attachés à son statut de minorité linguistique et culturelle.

Le président. Nun hat Herr Grossrat Bühler als Einzelsprecher das Wort.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). M. le président, à mon tour de vous féliciter aussi pour votre brillante élection, qui réjouit, je pense, tout ce Conseil. Vorab möchte ich meine Interessenbindung offenlegen. Wie Sie wissen, war ich im letzten Jahr Kandidat für einen Sitz im Regierungsrat. Daher werde ich weder für noch gegen diesen Vorstoss sprechen. Wenn ich dafür spreche würde, hiesse

es, Bühler wurde nicht gewählt und damit er bessere Chancen hat, will er jetzt das System ändern. Dem ist nicht so! Und wenn ich dafür sprechen würde, dann würde ich meiner Partei in den Rücken fallen.

Ans Rednerpult gebracht hat mich die Argumentationslinie der Regierung gegen diesen Vorstoss. Es stört mich, dass der Jurasitz hier als Vorwand missbraucht wird um diesen Vorstoss abzuschmettern. Das geht nicht! Der Jurasitz sei bei einem Systemwechsel kein Problem, wurde gesagt. Es gäbe Lösungen: Im alten System hatte jeder Amtsbezirk einen garantierten Sitz. Und das System in Biel-Seeland garantiert frankophone Sitze im Proporz. Das ist also überhaupt kein Problem. Es gäbe Lösungen, und ich hätte von der Regierung erwartet, dass sie hier etwas fundierter und besser argumentiert, denn wie gesagt, gibt es sehr gute Argumente dafür und dagegen. Es handelt sich um politische Argumente. Man darf dieser oder jener Meinung sein, aber ich hätte wirklich erwartet, dass man hier bessere Argumente und nicht einen Vorwand wie den Jurasitz verwendet hätte.

Le présidente. Ich gehe davon aus, dass aus der Ratsmitte keine weiteren Voten kommen und gebe das Wort an den Staatsschreiber Herr Auer.

Christoph Auer, chancelier. Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Vieles wurde bereits gesagt und ich möchte nur noch auf zwei oder drei Voten eingehen. In dieser Motion werden zwei Aspekte miteinander thematisiert. Zum einen handelt es sich um die bekannten, herkömmlichen Gründe, nämlich die möglichen Vorteile eines Proporzsystems, wie die Vertretung im Regierungsrat aufgrund der Parteistärke. Den andern Aspekt hat Grossrat Messerli vorher ausgeführt und auch Grossrat Bühler ging in seinem Votum kurz darauf ein. Das geltende System für die Besetzung des Jurasitzes hinterlasse einen schalen Nachgeschmack, sagte Grossrat Messerli. Unser geltendes System mit dem geometrischen Mittel wird damit ein Stück weit in Frage gestellt, und es wird suggeriert, dass ein Wechsel zum Proporzsystem auch in dieser Hinsicht eine Verbesserung bringen könnte.

Zu den herkömmlichen Gründen für oder gegen das Proporzsystem möchte ich nicht viel sagen. Viele Redner haben die wichtigsten Argumente bereits dargelegt. Es handelt sich beispielsweise um das Problem des Nachrückens eines nicht gewählten Kandidaten. Möglicherweise steht er an zweiter Stelle und rückt nach, weil der Erstpositionierte verzichtet. So kann es geschehen, dass jemand den Jurasitz erhält, ohne dass er die demokratische Legitimität im gewünschten Mass besitzt. Das ist ein wichtiges Argument.

Nun möchte ich noch auf den zweiten Aspekt eingehen, den erwähnten Jurasitz. Aus Sicht des Regierungsrats hat die letzte Wahl überhaupt keinen schalen Nachgeschmack hinterlassen. Ich möchte daran erinnern, dass diese Wahl nach einem klaren System stattgefunden hat. Derjenige Kandidat, der im Berner Jura und im Gesamtkanton gut vertreten ist, wird gewählt. Bei diesem System findet die Wahl nicht in zwei Stufen statt. Das steht im Gegensatz zum Vorschlag der Motion, bei dem zuerst eine provisorische Wahl der Regierungsmitglieder vorgenommen wird und dann allenfalls eine Umverteilung folgt. Damals wurde direkt mit dem geometrischen Mittel gewählt, wie es die Verfassung vorsieht. Es handelte sich somit um eine korrekte Wahl und nicht um eine Umverteilung von SVP zu SP.

Wenn man jetzt zum Proporzsystem wechseln würde, dann wäre die Besetzung des Jurasitzes nicht so einfach, wie hier suggeriert wird. Zudem möchte ich auch den Vorwurf von Grossrat Bühler zurückweisen, wonach die Regierung in ihrer Antwort zu wenig vertieft argumentiert habe. Die Regierung hat auf das umfassende Gutachten Tschannen/Herrmann von der Universität Bern verwiesen, das die verschiedenen Schwierigkeiten eines Wechsels in Bezug auf den Jurasitz detailliert darlegt. Darin werden verschiedene Vorschläge für ein Proporzsystem unterbreitet. Selbst wenn man das am wenigsten *ungeeignete* System aus den Vorschlägen der Gutachter wählen würde, hätte man ein kompliziertes System, das eine Zweiteilung der Wahl vorsieht. In einer ersten Phase würden alle Sitze nach dem Proporzsystem ermittelt. Die Liste 1 hätte beispielsweise drei Sitze, Liste 2 hätte zwei Sitze und zwei weitere Listen hätten je einen Sitz. Das wäre die erste Phase. Damit wären die sieben Leute auf dieser Liste provisorisch gewählt. Nun müsste man in einem zweiten Schritt betrachten, welcher dieser Kandidaten zum Vertreter des Berner Jura wird. Ich verstehe Herrn Grossrat Messerli so, dass man an der speziellen Rücksicht auf den Berner Jura festhalten würde. Sie ist dort gut verankert, und der deutsche Kantonsteil will der Minderheit ja niemanden aufoktroyieren. Man würde also in der zweiten Phase wiederum das geometrische Mittel anwenden, um aus den Jurakandidierenden den Juravertreter auszuwählen. Damit hätte man im neuen System ein proporzfremdes Element. Wenn nun der gewählte Vertreter einen Platz auf einer

Liste errungen hat, dann gibt es kein Problem. Wenn er jedoch keinen Sitz auf einer Liste erhalten hat, dann gibt es eine zweite, komplizierte Umverteilung, die viel stärker verzerrend wirkt als die heutige, die eben gar keine Umverteilung ist. Eine solche Situation kann durchaus entstehen, denn für den Berner Jura gibt es nicht Regierungs-Kandidaten wie Sand am Meer. Wenn sie sehen, wie viele Leute in den letzten Jahren kandidiert haben, so ist es tatsächlich denkbar, dass jemand das beste geometrische Mittel erhält, ohne dass seine Partei überhaupt einen Listenplatz errungen hat. Aus diesen Gründen ist der Regierungsrat der Meinung, dass die Besetzung des Jurasitzes bei einem Wechsel zum Proporz nicht so einfach wäre. Das ist ein zusätzliches Argument für die Ablehnung dieses Vorstosses. Der Kanton Bern und 24 andere Kantone sind mit dem bisherigen Majorzsystem gut gefahren. Auch das Majorzsystem bildet das Verhältnis der Parteistärken in der Regel gut ab.

Und nun noch etwas zuhänden von Grossrat Lanz: Dass die SVP nur einen Sitz in der Regierung erhielt, hing eher mit parteistrategischen Überlegungen im damaligen Wahlkampf zusammen, als mit dem falsche Wahlsystem. Ich glaube, da sind wir uns einig. Die andern Kantone zeigen, dass es auch mit einem Majorzsystem durchaus möglich ist, dass die grossen Parteien entsprechend ihrer Stärke im Regierungsrat vertreten sind.

Le président. Vielen Dank für die Ausführungen. Nun hat der Motionär nochmals das Wort.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Ich danke Ihnen für die sehr angeregte Diskussion. Der Vorwurf einer Zwängerei wurde laut. Ich habe nicht den Eindruck, dass das eine Zwängerei ist. Es tut auch immer wieder gut, wenn man über grundsätzliche Fragen zu unserem Staatswesen, unserem politischen System und über Verfahren diskutiert. Das ist umso wichtiger, als die letzte Diskussion darüber ja sieben Jahre her ist. Verschiedene Argumente gegen das Proporzsystem wurden angeführt. Es würde zu Blockbildungen führen. Ich glaube, das Gegenteil ist der Fall. Der Proporz ermöglicht es gerade auch mittleren Parteien sich stärker zu positionieren und erlaubt es dadurch, dass sie besser ihrem Wähleranteil gemäss vertreten sind. Das würde also sicher nicht für Pole sprechen.

Weiter wurde gesagt, dass das Verfahren für den Sitz des Berner Juras komplizierter würde. Ich habe eingangs dargelegt und bin nach wie vor der Überzeugung, dass das Gegenteil der Fall wäre. Staatschreiber Auer sagte, dass es zu Umverteilungen kommen könnte. Doch zu Umverteilungen ist es im heutigen System gekommen. Durch die Anwendung des geometrischen Mittels wurde plötzlich eine Person gewählt, die nicht unter den sieben Erstgewählten war. Man könnte das auch einfacher regeln. Der Staatsschreiber sagte, es könne zu Umverteilungen kommen, wenn nun jemand, der nicht auf einer Liste ist, das höchste geometrische Mittel hat. Auch das kann man so regeln, dass nur Leute von Listen gewählt werden können, die einen Sitz errungen haben. Dann gäbe es keine Umverteilung. Das kann somit kein Argument sein. Und wie gesagt, könnte man das geometrische Mittel auch bei einer Proporzwahl problemlos anwenden. Das hätte im Proporz den Vorteil, dass die Umverteilung innerhalb derselben Liste stattfinden würde, statt wie heute, wo sie zwischen verschiedenen Blöcken geschieht. Ich sehe, dass diese Motion wohl chancenlos sein wird. Doch wir bleiben an diesem Thema und werden uns weiterhin für die Rechte auch der kleineren und mittleren Parteien einsetzen.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung über diese Motion. Wir sind beim Geschäft Nummer 12, «Gerechter Proporz – Einführung des Verhältniswahlsystems bei den Regierungsratswahlen». Wer dieser Motion zustimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 23

Non 118

Abstentions 10

Le président. Sie haben die Motion mit abgelehnt. Damit ist dieses Thema mindestens für drei Jahre vom Tisch.